

REFERES

ORDONNANCE N°

DOSSIER N° : N° RG 20/02500 - N° Portalis DBYH-W-B7E-J2LT

AFFAIRE : S.N.C. KLEPIERRE ECHIROLLES C/ S.A. ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 23 DÉCEMBRE 2020

Par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président du Tribunal judiciaire de GRENOBLE, assisté de Florine PERRIN, Greffier ;

ENTRE :

DEMANDERESSE

S.N.C. KLEPIERRE ECHIROLLES Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés ès qualité audit siège, dont le siège social est sis 26 boulevard des Capucines - 75009 PARIS

représentée par Maître Maeva ROCHET, avocat au barreau de GRENOBLE

D'UNE PART

ET :

DEFENDERESSE

S.A. ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 2 rue de l'avenue - 73100 AIX-LES-BAINS

représentée par Maître Jean ROBICHON de la SELARL ROBICHON & ASSOCIES, avocats au barreau de GRENOBLE

D'AUTRE PART

Le : 23 Décembre 2020

Vu l'assignation en date du 02 Novembre 2020 pour l'audience des référés du 18 Novembre 2020 ;

Copie exécutoire
et copie à :

la SELARL
ROBICHON &
ASSOCIES
Me Maeva ROCHET

A l'audience publique du 18 Novembre 2020 tenue par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président assisté de Florine PERRIN, Greffier après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 23 Décembre 2020, date à laquelle Nous, Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS DES PARTIES

La SNC KLEPIERRE ECHIROLLES, en sa qualité de propriétaire de deux filiales de l'actuel centre commercial GRAND PLACE situé 55 Grand Place à Grenoble a engagé un programme de rénovation et d'extension de l'actuel centre commercial. Les travaux qui devraient commencer en janvier 2021 consistent dans des opérations de démolition et de construction.

Afin de réaliser une mesure d'expertise judiciaire préventive, la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a, par exploit d'huissier délivrés les 14 et 17 février 2020, fait assigner devant le juge des référés du Tribunal Judiciaire de Grenoble :

- L'Établissement public Grenoble Alpes Métropole
- La Commune d'Echirolles
- La Commune de Grenoble,
- La Société EGIS
- La société Immobilière Carrefour
- La Société Carmila France

Par ordonnance du juge des référés rendue le 6 mai 2020 il a été fait droit à cette demande et Monsieur Jean-François BENOIT a été désigné en qualité d'expert judiciaire.

Par exploits d'huissiers en date des 28 et 31 août 2020 et des 1^{er} et 2 septembre 2020, la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a fait assigner devant le juge des référés du Tribunal Judiciaire de Grenoble :

- L'EURL TECHNI3D
- La SARL L35 ARCHITECTES
- La SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON
- La SA SCYNA 4
- La SARL ARCORA
- La SAS IBSE INGENIERIE
- L'EURL Mi2S INGENIERIE
- La SAS SXD
- La SA ORANGE
- La SA Société Française de Radiotéléphone
- La SA ENEDIS
- La SA EAUX DE GRENOBLE ALPES
- La SEMITAG
- La Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE
- La SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT
- L'EURL BAJAT DECONSTRUCTION

afin de déclarer communes et opposables les opérations d'expertise judiciaire préventive confiées à Monsieur Jean-François BENOIT par ordonnance en date du 6 mai 2020.

Par ordonnance rendue le 14 novembre 2020, il a été fait droit à cette demande et la mesure d'expertise a été étendue au contradictoire des requis.

La SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE va être désignée en qualité d'entreprise générale en charge des travaux de rénovation et d'extension du centre commercial

Par exploit d'huissier délivré le 2 novembre 2020, la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a fait assigner devant le juge des référés du tribunal judiciaire de Grenoble la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE afin que les opérations d'expertises lui soient rendues communes et opposables.

Par déclaration à l'audience, la SA ENTREPRISE GÉNÉRALE LEON GROSSE, représentée, a formulé protestations et réserves quant à la demande d'extension d'expertise.

SUR QUOI

L'article 145 du Code de procédure civile dispose que s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé.

Justifie d'un motif légitime au sens de ce texte la partie qui démontre la probabilité de faits susceptibles d'être invoqués dans un litige éventuel.

En l'espèce il est constant que la SNC KLEPIERRE est le maître d'œuvre de travaux de démolition et de reconstruction du centre commercial de GRAND PLACE sis à Grenoble. Il est soutenu par la SNC KLEPIERRE et non contesté par la Société LEON GROSSE que cette dernière a vocation à intervenir dans les opérations en qualité d'entreprise générale en charge des travaux.

Dans ces conditions, la SNC KLEPIERRE justifie d'un motif légitime à demander l'extension des opérations d'expertises judiciaires ordonnées par une décision du 6 mai 2020 et étendues par une décision du 14 novembre 2020 à la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE.

PAR CES MOTIFS

Nous Juge des Référés,
Statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du code de procédure civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance contradictoire, et en premier ressort,

Déclarons recevable l'action engagée par la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES ;

Étendons les opérations d'expertise judiciaire confiées à Monsieur l'Expert Jean-François BENOIT par ordonnance de référé du 6 mai 2020 et étendue par ordonnance du 14 novembre 2020, dans la procédure opposant originellement la SNC KEPIERRE ECHIROLLES, l'établissement public GRENOBLE ALPES METROPOLE, la Commune D'ECHIROLLES, la SAS EGIS, l'association AFUL de l'ensemble Immobilier Grand Place, l'entreprise Immobilière CARREFOUR, l'établissement CARMILA France, la Commune de GRENOBLE, l'EURL TECHNI3D, la SARL L35 ARCHITECTES, la SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON, la SA SCYNA 4, la SARL ARCORA, la SAS IBSE INGENIERIE, l'EURL Mi2S INGENIERIE, la SAS SXD, la SA ORANGE, la SA Société Française de Radiotéléphone, la SA ENEDIS, la SA EAUX DE GRENOBLE ALPES, la SEMITAG, la Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE, la SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT et l'EURL BAJAT DECONSTRUCTION à la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE ;

Disons que les opérations d'expertise seront poursuivies par Monsieur Jean-François BENOIT au contradictoire de la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE ;

Disons qu'il appartiendra à l'Expert de rendre ses précédentes opérations contradictoires à l'égard de la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE en lui communiquant ses premiers accédits ;

Laissons les dépens à la charge de la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES

LE GREFFIER

Florine PERRIN

LE PRESIDENT

Jean-Yves DURAND

En conséquence, LA REPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne
à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent à exécution,
aux procureurs généraux et aux Procureur de la République
d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique
de prêter main-forte lorsqu'ils seront légalement requis.

Pour copie exécutoire certifiée conforme en 16 pages.

Délivré par le directeur des services de greffe judiciaires du Tribunal
judiciaire de Grenoble le 23.12.2020

Le Directeur des services de greffe judiciaires



REFERES

ORDONNANCE N°

DOSSIER N° : N° RG 20/02500 - N° Portalis DBYH-W-B7E-J2LT

AFFAIRE : S.N.C. KLEPIERRE ECHIROLLES C/ S.A. ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 23 DÉCEMBRE 2020

Par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président du Tribunal judiciaire de GRENOBLE, assisté de Florine PERRIN, Greffier ;

ENTRE :

DEMANDERESSE

S.N.C. KLEPIERRE ECHIROLLES Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés ès qualité audit siège, dont le siège social est sis 26 boulevard des Capucines - 75009 PARIS

représentée par Maître Maeva ROCHET, avocat au barreau de GRENOBLE

D'UNE PART

ET :

DEFENDERESSE

S.A. ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, dont le siège social est sis 2 rue de l'avenue - 73100 AIX-LES-BAINS

représentée par Maître Jean ROBICHON de la SELARL ROBICHON & ASSOCIES, avocats au barreau de GRENOBLE

D'AUTRE PART

Le : 23 Décembre 2020

Copie exécutoire
et copie à :

la SELARL
ROBICHON &
ASSOCIES
Me Maeva ROCHET

Vu l'assignation en date du 02 Novembre 2020 pour l'audience des référés du 18 Novembre 2020 ;

A l'audience publique du 18 Novembre 2020 tenue par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président assisté de Florine PERRIN, Greffier après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 23 Décembre 2020, date à laquelle Nous, Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS DES PARTIES

La SNC KLEPIERRE ECHIROLLES, en sa qualité de propriétaire de deux filiales de l'actuel centre commercial GRAND PLACE situé 55 Grand Place à Grenoble a engagé un programme de rénovation et d'extension de l'actuel centre commercial. Les travaux qui devraient commencer en janvier 2021 consistent dans des opérations de démolition et de construction.

Afin de réaliser une mesure d'expertise judiciaire préventive, la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a, par exploit d'huissier délivrés les 14 et 17 février 2020, fait assigner devant le juge des référés du Tribunal Judiciaire de Grenoble :

- L'Établissement public Grenoble Alpes Métropole
- La Commune d'Echirolles
- La Commune de Grenoble,
- La Société EGIS
- La société Immobilière Carrefour
- La Société Carmila France

Par ordonnance du juge des référés rendue le 6 mai 2020 il a été fait droit à cette demande et Monsieur Jean-François BENOIT a été désigné en qualité d'expert judiciaire.

Par exploits d'huissiers en date des 28 et 31 août 2020 et des 1^{er} et 2 septembre 2020, la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a fait assigner devant le juge des référés du Tribunal Judiciaire de Grenoble :

- L'EURL TECHNI3D
- La SARL L35 ARCHITECTES
- La SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON
- La SA SCYNA 4
- La SARL ARCORA
- La SAS IBSE INGENIERIE
- L'EURL Mi2S INGENIERIE
- La SAS SXD
- La SA ORANGE
- La SA Société Française de Radiotéléphone
- La SA ENEDIS
- La SA EAUX DE GRENOBLE ALPES
- La SEMITAG
- La Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE
- La SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT
- L'EURL BAJAT DECONSTRUCTION

afin de déclarer communes et opposables les opérations d'expertise judiciaire préventive confiées à Monsieur Jean-François BENOIT par ordonnance en date du 6 mai 2020.

Par ordonnance rendue le 14 novembre 2020, il a été fait droit à cette demande et la mesure d'expertise a été étendue au contradictoire des requis.

La SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE va être désignée en qualité d'entreprise générale en charge des travaux de rénovation et d'extension du centre commercial

Par exploit d'huissier délivré le 2 novembre 2020, la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES a fait assigner devant le juge des référés du tribunal judiciaire de Grenoble la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE afin que les opérations d'expertises lui soient rendues communes et opposables.

Par déclaration à l'audience, la SA ENTREPRISE GÉNÉRALE LEON GROSSE, représentée, a formulé protestations et réserves quant à la demande d'extension d'expertise.

SUR QUOI

L'article 145 du Code de procédure civile dispose que s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé.

Justifie d'un motif légitime au sens de ce texte la partie qui démontre la probabilité de faits susceptibles d'être invoqués dans un litige éventuel.

En l'espèce il est constant que la SNC KLEPIERRE est le maître d'œuvre de travaux de démolition et de reconstruction du centre commercial de GRAND PLACE sis à Grenoble. Il est soutenu par la SNC KLEPIERRE et non contesté par la Société LEON GROSSE que cette dernière a vocation à intervenir dans les opérations en qualité d'entreprise générale en charge des travaux.

Dans ces conditions, la SNC KLEPIERRE justifie d'un motif légitime à demander l'extension des opérations d'expertises judiciaires ordonnées par une décision du 6 mai 2020 et étendues par une décision du 14 novembre 2020 à la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE.

PAR CES MOTIFS

Nous Juge des Référé,
Statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du code de procédure civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance contradictoire, et en premier ressort,

Déclarons recevable l'action engagée par la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES ;

Étendons les opérations d'expertise judiciaire confiées à Monsieur l'Expert Jean-François BENOIT par ordonnance de référé du 6 mai 2020 et étendue par ordonnance du 14 novembre 2020, dans la procédure opposant originellement la SNC KEPIERRE ECHIROLLES, l'établissement public GRENOBLE ALPES METROPOLE, la Commune D'ECHIROLLES, la SAS EGIS, l'association AFUL de l'ensemble Immobilier Grand Place, l'entreprise Immobilière CARREFOUR, l'établissement CARMILA France, la Commune de GRENOBLE, l'EURL TECHNI3D, la SARL L35 ARCHITECTES, la SAS BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON, la SA SCYNA 4, la SARL ARCORA, la SAS IBSE INGENIERIE, l'EURL Mi2S INGENIERIE, la SAS SXD, la SA ORANGE, la SA Société Française de Radiotéléphone, la SA ENEDIS, la SA EAUX DE GRENOBLE ALPES, la SEMITAG, la Société d'Économie Mixte LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE INTERCOMMUNALE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE, la SAS DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT et l'EURL BAJAT DECONSTRUCTION à la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE ;

Disons que les opérations d'expertise seront poursuivies par Monsieur Jean-François BENOIT au contradictoire de la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE ;

Disons qu'il appartiendra à l'Expert de rendre ses précédentes opérations contradictoires à l'égard de la SA ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE en lui communiquant ses premiers accédits ;

Laissons les dépens à la charge de la SNC KLEPIERRE ECHIROLLES

LE GREFFIER

Florine PERRIN

LE PRESIDENT

Jean-Yves DURAND

Pour copie certifiée conforme,
Le Directeur des services de greffe judiciaires

